Haïti
20-08-2010

Haïti : les promesses de dons sans lendemain nourrissent la colère.Après les envolées lyriques et médiatiques de soutien à Haïti et les énormes chiffres de promesses de dons, force est de constater que plus de 5 mois après le séisme à Haïti ces promesses restent sans lendemain. Difficile d'avoir des chiffres précis mais il semble qu'il n'y ait que 2 pays qui les aient honorées (la Norvège et le Brésil). En revanche, ce qui se confirme c'est que les organismes dirigés par les pays impérialistes remplacent quasiment le gouvernement haïtien sur les dossiers qui touchent à la reconstruction et prennent les décisions qui permettent aux entreprises étrangères de bien se placer sur la marché de la reconstruction et des futures privatisations. Par Virginie Prégny L'Egalité n°144 (juillet-août 2010)

Un pays sous tutelle ? Pour gérer la reconstruction une Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haïti (CIRH) présidée par Bill Clinton, a été mise en place en Juin et l'actuel premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive. Cette commission est composée à moitié de politiciens haïtiens et de représentants des pays donateurs, ainsi que de quelques ONG mais sans droit de vote. Son premier objectif est «d'éviter les troubles sociaux» c'est pourquoi une des premières décisions du président a été d'établir l'état d'urgence pour 18 mois ! Cela signifie que les manifestations sont interdites et qu'il y a des couvre-feux en particulier dans les camps de réfugiés, et que les pouvoirs du président sont élargis en particulier sur les questions financières et foncières. Les fonds gérés par le CIRH sont sous la responsabilité directe de la banque mondiale. Malgré le droit de veto de Préval il est peu probable que celui-ci s'oppose aux décisions des impérialistes car après la destruction de la moitié des infrastructures de l'Etat et la disparition de dizaines de milliers de fonctionnaires, le gouvernement est très affaibli. Il y a fort à parier qu'il y a eu un accord garantissant à Préval de rester en place ; il a déjà modifié la loi afin de pouvoir se représenter aux prochaines élections (prévues en novembre). C'est en fait son propre avenir politique que Préval a négocié avec les impérialistes qui ont besoin d’une marionnette politique pour masquer les vraies motivations (économiques) de leur intervention en Haïti. Et pour assurer la continuité de cette mainmise il a déjà été décidé qu'au terme de son mandat, la CIRH devrait laisser la place à une «Agence pour le développement d'Haïti» dont le mandat et la mission dureraient plusieurs années, composée elle aussi de représentants des pays donateurs. Les haïtiens protestent Des manifestations ont eu lieu pour exiger la démission du Président et aussi contre la cherté de la vie. A chaque fois elles ont été réprimées violemment par les troupes de l'ONU en particulier en utilisant l'Etat d'urgence pour justifier leurs actes. Mais la soi disant opposition est toute aussi corrompue que le gouvernement et le défaitisme est grand parmi les travailleurs, dont certains vont même jusqu'à souhaiter une mise sous tutelle du pays pour virer tous ces incompétents qui ne cherchent qu'à protéger leurs intérêts personnels. La situation s'aggrave et les haïtiens ne voient pas d'issue ; les travaux de déblayages sont loin d'être terminés et la saison des pluies ajoute aux problèmes en particulier sanitaires. Dans le cadre des contrats « cash for work » (argent contre travail) chaque travailleur reçoit un salaire journalier de 200 gourdes (environ 5 dollars US) : 60 % en espèces et 40 % en denrées alimentaires, ce qui est bien loin du salaire minimum en vigueur de 200 gourdes. Cela est nettement insuffisant alors que les prix ont beaucoup augmenté (de + 15% pour le riz à + 30% pour les haricots, aliments de base de la population pauvre). A cela s'ajoutent les nombreux salaires non payés en particulier aux fonctionnaires et les scandales de corruption du gouvernement encore plus insupportables dans cette situation catastrophique. Les quelques mouvements de colère qui ont eu lieu ont été dénoncés par tous les impérialistes qui ne veulent pas que les travailleurs et les pauvres relèvent la tête. Tous les opprimés ne peuvent compter que sur leur propre force et leur capacité à s'organiser pour lutter contre la mainmise des impérialistes sur leur pays et virer les élites corrompues haïtiennes du pouvoir. Au delà de la reconstruction matérielle c'est aussi un mouvement ouvrier fort qu'il faut construire.